MEL. E.6693

25 VI 59

Coordinations (2)

ROYAUME DE BELGIQUE — KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. — ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 25 mai 1959, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les spécialités du personnel de pont affecté au service des aéronefs de la force navale", a donné le 3 juin 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e mei 1959 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de specialiteiten van het dekpersoneel aangewezen voor de dienst van de luchtschepen van de zeemacht", heeft de 3e juni 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet a comme objet de créer parmi le personnel de pont de la force navale des catégories de militaires affectés au service des aéronefs de cette force et de fixer les conditions qui doivent être remplies pour en faire partie.

\+

\+ \+

L'expression "personnel volant", sans être incorrecte, n'est pas heureuse; à défaut de pouvoir y substituer celle de "personnel navigant", il serait préférable d'adopter la dénomination de "personnel de l'air".

\+

\+ \+

Après avoir fixé les trois catégories du personnel affecté au service des aéronefs de la force navale, l'article 1er dispose :

"En outre, des militaires de tout rang sont qualifiés personnel volant occasionnel".

L'article 5 définit ce personnel dans les termes suivants :

"Est qualifié personnel volant occasionnel le personnel qui exerce des fonctions nécessitant des prestations aériennes occasionnelles".

.../...

Les projets d'arrêtés relatifs au personnel navigant de la force aérienne, qui ont fait l'objet des avis n°s L. 6654 et L. 6655 de la section de législation, précisent que les fonctions qui donnent lieu à la reconnaissance comme membre du personnel navigant occasionnel sont déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de donner aux membres du personnel volant occasionnel de la force navale une situation similaire à celle du personnel navigant occasionnel de la force aérienne, il y aurait lieu de prévoir la détermination par le Ministre des fonctions qui nécessitent des prestations aériennes occasionnelles.

Si le projet ne contenait pas une telle disposition, l'autorité militaire désignée par le Ministre, en application de l'article 6, pour reconnaître le militaire comme membre du personnel volant occasionnel ne serait tenue par aucun critère pour prendre une décision qui a des conséquences sur le statut administratif et pécuniaire de l'intéressé.

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 7 du projet, "la reconnaissance de la qualité de personnel volant est prononcée pour une période déterminée".

Il y aurait lieu de compléter cette disposition en précisant l'autorité chargée de fixer la durée de cette période.

\+

\+ \+

Suivant l'article 8 du projet, "les suspensions et les radiations peuvent être prononcées pour cause d'indiscipline... ou d'inaptitude professionnelle".

De son côté, l'article 6 dispose que "la suspension et la radiation sont prononcées, sur proposition motivée des chefs hiérarchiques, par l'autorité désignée par le Ministre de la Défense nationale".

Le projet ne prévoit pas l'audition du militaire intéressé, alors que les suspensions et les radiations du personnel de l'air, lorsqu'elles sont prononcées pour des raisons de discipline, ne peuvent être prises, suivant les principes généraux du droit, qu'après avoir donné à l'intéressé la faculté de faire valoir, d'une manière ou d'une autre, ses moyens de défense.

Il y aurait, dès lors, lieu de compléter le projet sur ce point.

\+

\+ \+

Le projet prévoit, en son article 8, que les suspensions et les radiations du personnel volant peuvent être prononcées pour inaptitude physique.

L'article 9 dispose que, pour être reconnu membre des catégories du personnel volant, le militaire doit être reconnu physiquement apte.

.../...

Le projet dispose, enfin, en son article 10, que les membres du personnel volant sont soumis périodiquement à un examen médical d'aptitude au service aérien; ils doivent être soumis à un tel examen, avant toute décision de radiation, de suspension ou de mise en réentraînement.

A s'en tenir aux termes mêmes de ces articles 9 et 10, ils ne sont pas applicables au personnel occasionnel.

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat, que l'intention du Gouvernement est de rendre applicable aux membres du personnel de l'air de la force navale, la réglementation sur l'aptitude au service aérien. Pour arriver à ce résultat, il suffirait de compléter le projet d'arrêté royal relatif à l'aptitude au service aérien, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 8 décembre 1958 sous le numéro L. 6329, en y prévoyant son application au personnel de l'air de la force navale. L'article 21 du texte proposé par le Conseil d'Etat pourrait être rédigé comme suit :

"Article 21.-

Les membres du personnel navigant de l'aviation légère de la force terrestre et les membres du personnel de l'air de la force navale sont soumis aux dispositions du présent arrêté".

Cette formule, qui a comme résultat de régler la question de l'aptitude au service aérien dans une seule réglementation, permettrait d'omettre les dispositions du projet relatives à l'aptitude physique au service aérien.

.../...

Il y a toutefois lieu d'ajouter que cette nouvelle réglementation sur l'aptitude au service aérien, telle qu'elle résulte du projet L. 6329 qui vient d'être cité, n'a pas prévu l'hypothèse du personnel occasionnel de la force aérienne. Si ce projet est complété sur ce point, ses dispositions concernant le personnel occasionnel de la force aérienne seraient applicables au personnel occasionnel de la force navale, sous les réserves qui pourraient y être insérées si le Gouvernement l'estimait nécessaire.

\+

\+ \+

L'article 11 du projet dispose :

"§ 1er. Le personnel volant de la force navale, visé à l'article premier, paragraphe 1er, est assimilé au personnel navigant des autres forces. Il bénéficie, à l'exclusion de tout autre avantage en matière de rémunération ou d'ancienneté :

1° du régime des allocations dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées;

2° des dispositions des articles 4 et 51 des lois coordonnées sur les pensions militaires, tels qu'ils ont été complétés par la loi du 14 juillet 1930, pour les périodes au cours desquelles il a effectivement fourni des prestations aériennes (périodes pendant lesquelles il a effectué le minimum de prestations aériennes imposées pour bénéficier des allocations).

.../...

§ 2. Le personnel volant occasionnel ne bénéficie que du régime des allocations dues à l'occasion des prestations aéronautiques".

Cet article appelle une observation concernant le régime des allocations aéronautiques.

Le régime des allocations et primes aéronautiques est actuellement réglé par l'arrêté royal du 26 mars 1956 pour les prestations aéronautiques du personnel des diverses forces armées; cet arrêté a été modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1957.

En disposant, en son § 1er, 1°, et en son § 2, que le personnel volant de la force navale bénéficie du régime des allocations dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées, l'article 11 du projet rend applicable au personnel de l'air de la force navale l'arrêté royal du 26 mars 1956, modifié par celui du 5 avril 1957, sans préciser les dispositions de cet arrêté qui lui sont applicables.

Comme ces arrêtés ont trait au personnel navigant de toutes les forces, il y aurait lieu d'y insérer les dispositions du projet relatives à cette question.

L'arrêté royal du 26 mars 1956 ne fixe pas d'allocations pour le personnel occasionnel de la force aérienne; cette nouvelle catégorie est créée par le projet L. 6654, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 25 mai 1959. Un projet modifiant l'arrêté royal du 26 mars 1956, ayant comme objet de prévoir des allocations pour cette nouvelle catégorie, est actuellement soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat. Il s'indiquerait d'y apporter les amendements nécessaires pour y faire figurer le personnel

L'article 11, § 1er, 1°, et § 2, pourrait dès lors être omis.

L'article 11 appelle une seconde observation. Elle a trait au § 1er, 2°.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, les seuls avantages dont sont exclus les membres du personnel de l'air breveté, élèves et de réserve, sont ceux qui résultent des articles 2 et 3 des lois sur les pensions militaires.

La loi du 14 juillet 1930 compléta les lois sur les pensions militaires pour y insérer diverses dispositions relatives aux membres du personnel navigant de l'aviation militaire.

Cette loi a prévu, d'une part, que les membres du personnel navigant peuvent faire valoir leurs droits à la pension à un âge moins avancé que les autres militaires (article 2 des lois sur les pensions militaires) et, d'autre part, que le Roi a la faculté de les mettre à la pension plus jeunes que les autres militaires (article 3 des lois sur les pensions militaires).

Le législateur a estimé équitable de compenser l'usure physique des aviateurs "par des mesures adéquates ouvrant le droit à une retraite prématurée" (Exposé des motifs -session 1929-1930, Sénat, doc.parl. n° 73).

Cette même loi de 1930 compléta les articles 4 et 51 des lois sur les pensions militaires car, comme le déclarait le Gouvernement dans l'exposé des motifs, "pour rendre possible l'admission des aviateurs à la pension à un âge moins avancé, sans diminuer le montant de leur pension, il a fallu augmenter les services effectifs admissibles pour leurs droits à cette pension" (cod. loco). Les articles 4 et 51 ont été complétés afin de prévoir des bonifications de services admissibles.

Les bonifications sont donc accordées, en principe, aux militaires de l'aviation, comme conséquence des modifications apportées aux articles 2 et 3 des lois sur les pensions militaires.

Le Ministre de la Défense nationale de l'époque, le Comte de BROQUEVILLE, précisa, cependant, au cours de la séance du Sénat du 10 juin 1930 (Annales parlementaires, p. 1068), la portée du projet concernant l'octroi des bonifications :

"L'officier d'une autre arme peut, en retournant à cette arme, s'il est encore apte à y faire du service, éviter d'être mis à la pension. J'ajouterai, pour plus de clarté encore, que ses droits acquis restent acquis et s'il demande lui-même plus tard à être pensionné ou s'il est atteint par la limite d'âge normale de son arme, on tiendra compte des bonifications d'ancienneté qu'il a méritées par son service à l'aéronautique".

.../...

La loi du 14 juillet 1930 s'applique,dès lors, aux membres du personnel navigant pour leur mise à la pension; les modifications apportées aux articles 4 et 51 peuvent s'appliquer, en outre, aux anciens membres du personnel navigant qui auraient été mis à la pension à un âge moindre que les autres militaires s'ils étaient restés à l'aviation militaire, mais qui ont préféré continuer leur carrière dans une autre arme.

Au moment du vote de cette loi, la notion de personnel navigant était fixée par l'arrêté royal du 23 décembre 1927 relatif au personnel navigant de l'aéronautique militaire et aux indemnités et primes aéronautiques accordées à ce personnel (Journal militaire officiel 1928, page 1), arrêté modifié par les arrêtés royaux des 22 février 1929 et 4 avril 1930. Cet arrêté royal du 23 décembre 1927 prévoyait quatre catégories dans le personnel navigant :

- le personnel navigant breveté, composé des militaires porteurs d'un des brevets aéronautiques d'aérostier, de bombardier ou d'observateur (arrêté ministériel du 23 décembre 1927, au Journal militaire officiel 1928, p. 9); c'était la catégorie des "pilotes d'aviation";
- le personnel navigant élève;
- le personnel navigant en stage;
- le personnel navigant de réserve.

Depuis la loi de 1930, la notion de personnel navigant a certainement évolué et elle doit comprendre, sans doute, d'autres catégories que celles prévues à cette époque. Il n'en est pas moins que, en disposant en son article 11 que le personnel de l'air breveté, élève et de réserve ne bénéficiera que des

articles 4 et 51 des lois sur les pensions militaires "pour les périodes au cours desquelles il a effectivement fourni des prestations aériennes", le projet doit être examiné au regard de l'ensemble des lois sur les pensions militaires.

L'examen de l'article 11, § 1er, 2°, du projet, au regard de celles-ci, place le Gouvernement dans l'alternative suivante :

- ou bien les militaires dont il est question à l'article 11 font partie du personnel navigant au sens des lois sur les pensions militaires et, dès lors, l'article 11 est inutile en ce qu'il leur reconnaît le bénéfice des articles 4 et 51 de ces lois et illégal en ce qu'il leur refuse le bénéfice des articles 2 et 3 des mêmes lois;
- ou bien les militaires dont il est question à l'article 11 ne font pas partie de ce personnel navigant et, dès lors, le projet est illégal en ce qu'il leur donne le bénéfice des articles 4 et 51 des lois sur les pensions militaires.

Il faut ajouter que l'on ne voit pas comment les lois sur les pensions militaires pourraient être applicables au personnel de réserve.

Il y a, dès lors, lieu d'omettre l'article 11, § 1er, 2°.

+

\+ +

.../...

Tenant compte de ces observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger le projet comme suit :

ARRETE ROYAL RELATIF AU PERSONNEL DE L'AIR AFFECTE AU SERVICE DES AERONEFS DE LA FORCE NAVALE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir , SALUT.

Vu les articles 66, alinéa 1er, 67 et 68 de la Constitution;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

§ 1er. Le personnel de l'air de la force navale comprend trois catégories :

1° le personnel breveté pilote ou pilote-observateur;

2° le personnel élève pilote ou pilote-observateur;

3° le personnel de réserve pilote ou pilote-observateur.

.../...

§ 2. Outre les catégories prévues au § 1er, des militaires peuvent être qualifiés personnel occasionnel de l'air.

Article 2.-

Appartient au personnel breveté pilote ou pilote-observateur, le militaire du personnel de pont de la force navale, porteur d'un brevet aéronautique.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les différents brevets aéronautiques et les conditions auxquelles ils sont conférés.

Article 3.-

Appartient au personnel élève pilote ou pilote-observateur, le militaire du personnel de pont de la force navale qui, ne possédant pas de brevet aéronautique, suit un cours en vue d'obtenir un tel brevet.

Le militaire est admis dans le personnel élève après avoir effectué au moins un vol d'instruction.

Article 4.-

Appartient au personnel de réserve pilote ou pilote-observateur, le militaire du personnel de pont de la force navale qui, ayant quitté le service actif, est admis à effectuer des prestations aériennes d'entraînement.

.../...

Article 5.-

Est qualifié personnel occasionnel, le personnel qui exerce, à la force navale, des fonctions ne comportant qu'occasionnellement des prestations aériennes.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les fonctions qui comportent de telles prestations; il fixe les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir les exercer.

Article 6.-

§ 1er. L'admission dans une catégorie du personnel de l'air de la force navale est prononcée, sur proposition motivée des chefs hiérarchiques, par l'autorité militaire désignée par le Ministre de la Défense nationale.

L'admission est prononcée pour une durée fixée par ... (à compléter). Le droit d'exercer la spécialité cesse à la fin de cette période; toutefois, celle-ci peut être renouvelée.

§ 2. La suspension et la radiation de membres d'une catégorie du personnel de l'air sont prononcées pour cause d'indiscipline ou d'inaptitude professionnelle, sur proposition motivée des chefs hiérarchiques, par l'autorité militaire désignée par le Ministre de la Défense nationale; l'intéressé doit être mis à même de présenter oralement ou par écrit ses explications.

.../...

Article 7.-

Le présent arrêté est pris sans préjudice :

1° de la réglementation relative aux commissions militaires d'aptitude et de réforme;

2° de la réglementation relative à l'aptitude au service aérien.

Article 8.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er février 1959.

Article 9.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp strekt ertoe bij het dekpersoneel van de zeemacht categorieën van militairen in te stellen die aangewezen zijn voor de dienst der luchtschepen van de zeemacht; tevens strekt het tot vaststelling van de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om daarin te worden opgenomen.

\+

\+ +

De wiliswaar niet onjuiste term "vliegend personeel" is niet gelukkig gekozen en,aangezien de term "varend personeel" hier ook onbruikbaar is, verdient de term "luchtpersoneel" aanbeveling.

\+

\+ +

Na te hebben gezegd welke drie categorieën van het personeel voor de dienst der luchtschepen van de zeemacht zijn aangewezen, bepaalt artikel 1 :

"Daarenboven, militairen van alle rang worden gelegenheidsvliegend personeel betiteld".

Artikel 5 definieert dit personeel als volgt :

"Wordt gelegenheidsvliegend personeel betiteld het personeel dat functies uitoefent die gelegenheidsluchtvaartprestaties noodzaken".

.../...

De ontwerp-besluiten betreffende het varend personeel van de luchtmacht, waarover de afdeling wetgeving onder nrs L. 6654 en L. 6655 advies heeft gegeven, zeggen dat de functies die aanleiding geven tot erkenning als lid van het gelegenheids-varend personeel door de Minister van Landsverdediging worden vastgesteld.

Aangezien de Regering de bedoeling heeft, aan de leden van het gelegenheids-vliegend personeel van de zeemacht een soortgelijke status te verlenen als die van het gelegenheids-varend personeel van de luchtmacht, zou moeten worden gezegd dat de Minister bepaalt voor welke functies gelegenheidsluchtvaartprestaties nodig zijn.

Indien het ontwerp zulke bepaling niet bevatte, zou de militaire overheid die krachtens artikel 6 door de Minister wordt aangewezen om de militair als lid van het gelegenheids-vliegend personeel te erkennen door geen enkele maatstaf gebonden zijn voor het nemen van een beslissing die gevolgen heeft ten aanzien van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de betrokkene.

\+

\+ \+

Luidens artikel 7 van het ontwerp "wordt de erkenning van de hoedanigheid van vliegend personeel voor een bepaalde duur uitgesproken".

.../...

Dit artikel zou moeten worden aangevuld met een bepaling die zegt, welke overheid de duur van die periode vaststelt.

\+

\+ +

Luidens artikel 8 van het ontwerp "mogen de schorsingen en schrappingen uitgesproken worden wegens tuchtredenen ... of beroepsongeschiktheid".

Van zijn kant bepaalt artikel 6 dat "de schorsing en de schrapping worden uitgesproken, op gemotiveerde voordrachten van de hiërarchische oversten, door de overheid aangeduid door de Minister van Landsverdediging".

Het ontwerp zegt niet dat de betrokken militair moet worden gehoord, ofschoon schorsingen en schrappingen van leden van het luchtpersoneel, wanneer zij om tuchtredenen worden uitgesproken, volgens de algemene rechtsbeginselen eerst kunnen worden uitgesproken, nadat aan de betrokkene gelegenheid is gegeven op de ene of andere manier zijn verweermiddelen voor te dragen.

Het ontwerp behoort dus op dit punt te worden aangevuld.

\+

\+ +

Het ontwerp bepaalt in artikel 8 dat de schorsingen en schrappingen van het vliegend personeel wegens lichamelijke ongeschiktheid kunnen worden uitgesproken.

.../...

Artikel 9 zegt dat de militair, om als lid van een der categorieën van het vliegend personeel te worden erkend, lichamelijk geschikt moet zijn bevonden.

Ten slotte bepaalt het ontwerp in artikel 10, dat de leden van het vliegend personeel periodiek worden onderworpen aan een geneeskundig onderzoek betreffende hun geschiktheid voor luchtdienst; zij moeten aan zulk onderzoek worden onderworpen vóór iedere beslissing tot schrapping, schorsing of wedertraining.

Luidens de bewoordingen van deze artikelen 9 en 10 zelf, zijn zij niet toepasselijk op het gelegenheidspersoneel.

Uit aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt, dat de Regering de bedoeling heeft de reglementering inzake geschiktheid voor luchtdienst toepassing te doen vinden op de leden van het luchtpersoneel van de zeemacht. Om daartoe te komen, is het voldoende het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de geschiktheid voor luchtdienst, waarover de Raad van State op 8 december 1958 onder nr L. 6329 advies heeft gegeven, aan te vullen met een bepaling waardoor het ook op het luchtpersoneel van de zeemacht toepasselijk wordt. Artikel 21 van de door de Raad van State voorgestelde tekst zou als volgt kunnen worden gelezen :

.../...

"Artikel 21.-

Leden van het varend personeel van de lichte vliegdienst van de landmacht en leden van het luchtpersoneel van de zeemacht zijn aan de bepalingen van dit besluit onderworpen".

Deze formule, waardoor het probleem van de geschiktheid voor luchtdienst in een enkele regeling wordt opgelost, zou het mogelijk maken, de bepalingen van het ontwerp die over de lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst handelen, te schrappen.

Toch moet hier aan worden toegevoegd dat deze nieuwe regeling inzake geschiktheid voor luchtdienst, zoals zij volgt uit het zoëven vermelde ontwerp L. 6329, geen regeling treft voor het gelegenheidspersoneel van de luchtmacht. Wordt dit ontwerp op dit punt aangevuld, dan zouden de bepalingen ervan betreffende het gelegenheidspersoneel van de luchtmacht toepasselijk zijn op het gelegenheidspersoneel van de zeemacht onder het voorbehoud dat de Regering eventueel noodzakelijk mocht achten.

\+

\+ \+

Artikel 11 van het ontwerp bepaalt :

"§ 1. Het vliegend personeel van de zeemacht, aangehaald in artikel 1, § 1, wordt gelijkgesteld met het varend personeel van de andere machten. Het geniet, met uitsluiting van elk ander voordeel op gebied van bezoldiging of anciënniteit :

1° van het regime van toelagen verschuldigd voor luchtvaartprestaties door het personeel van de krijgsmachten volbracht;

2° van de schikkingen van de artikelen 4 en 51 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, zoals ze aangevuld werden door de wet van 14 juli 1930, voor de periodes gedurende dewelke het werkelijk luchtvaartprestaties volbracht (periodes gedurende dewelke het minimum van de opgelegde luchtvaartprestaties werd uitgevoerd om te genieten van de toelagen).

§ 2. Het gelegenheidsvliegend personeel geniet slechts van het stelsel der toelagen voor luchtvaartprestaties verschuldigd".

Bij dit artikel is een opmerking te maken betreffende het stelsel der luchtvaarttoelagen.

Het stelsel der toelagen en premiën voor luchtvaartprestaties is thans vastgesteld door het koninklijk besluit van 26 maart 1956 voor de luchtvaartprestaties van het personeel der onderscheiden krijgsmachtdelen; dit besluit is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1957.

Waar artikel 11 van het ontwerp in § 1, 1°, en in § 2 zegt, dat het vliegend personeel van de zeemacht het voordeel geniet "van het regime van toe-

lagen verschuldigd voor luchtvaartprestaties door het personeel van de krijgmachten volbracht", doet het het koninklijk besluit van 26 maart 1956, gewijzigd door dat van 5 april 1957, op het luchtpersoneel van de zeemacht toepassing vinden, zonder nader te bepalen welke voorzieningen van dat besluit op bedoeld personeel toepasselijk zijn.

Aangezien die besluiten betrekking hebben op het varend personeel van alle krijgsmachtdelen, zouden de bepalingen van het ontwerp betreffende die aangelegenheid in die besluiten moeten worden ingevoegd.

Het koninklijk besluit van 26 maart 1956 stelt geen toelagen vast voor het gelegenheidspersoneel van de luchtmacht; deze nieuwe categorie is ingesteld door het ontwerp L. 6654 waarover de Raad van State op 25 mei 1959 advies heeft gegeven. Een ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 1956, betreffende het verlenen van toelagen aan deze nieuwe categorie, is thans voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegd. Dit ontwerp behoort zo te worden geamendeerd, dat ook het luchtpersoneel van de zeemacht erin wordt vermeld.

Artikel 11, § 1, 1°, en § 2, zou derhalve kunnen vervallen.

.../...

Bij artikel 11 is een tweede opmerking te maken. Zij heeft betrekking op § 1, 2°.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg, zijn de enige voordelen waarvan de leden van het gebrevetteerd, leerlingen- en reserve-luchtpersoneel zijn uitgesloten, die welke voortvloeien uit de artikelen 2 en 3 van de wetten op de militaire pensioenen.

De wet van 14 juli 1930 heeft de wetten op de militaire pensioenen aangevuld met een aantal bepalingen betreffende de leden van het varend personeel van het militair vliegwezen.

Deze wet heeft enerzijds bepaald, dat leden van het varend personeel op lagere leeftijd dan andere militairen hun rechten op pensioen kunnen doen gelden (artikel 2 van de wetten op de militaire pensioenen) en, anderzijds, dat de Koning hen op jongere leeftijd dan andere militairen op pensioen kan stellen (artikel 3 van de wetten op de militaire pensioenen).

De wetgever heeft het billijk geacht de lichamelijke uitputting van vliegers te compenseren door aangepaste maatregelen die hun recht geven op vervroegde inrusteste lling (memorie van toelichting - zitting 1929-1930, Senaat, parl.doc. nr 73).

Diezelfde wet van 1930 heeft de artikelen 4 en 51 van de wetten op de militaire pensioenen aangevuld; immers, zo verklaarde de Regering in de memorie van toelichting, om vliegers op vroegere leeftijd tot het pensioen toe te laten zonder het bedrag van hun pensioen te verminderen, moesten de werkelijke diensten die in aanmerking komen voor hun recht op dat pensioen, worden verhoogd (eod.loco). De artikelen 4 en 51 zijn aangevuld met bepalingen inzake bonificaties van in

De bonificaties worden dus in beginsel aan de militairen van het vliegwezen toegekend als gevolg van de wijziging van de artikelen 2 en 3 van de wetten op de militaire pensioenen.

De toenmalige Minister van Landsverdediging, graaf de Broqueville, heeft echter in de Senaatsvergadering van 10 juni 1930 (Parl.Hand.,blz. 1068) de strekking van het ontwerp betreffende de toekenning van bonificaties als volgt toegelicht :

"L'officier d'une autre arme peut, en retournant à cette arme, s'il est encore apte à y faire du service, éviter d'être mis à la pension. J'ajouterai, pour plus de clarté encore, que ses droits acquis restent acquis et s'il demande lui-même plus tard à être pensionné ou s'il est atteint par la limite d'âge normale de son arme, on tiendra compte des bonifications d'ancienneté qu'il a méritées par son service à l'aéronautique".

De wet van 14 juli 1930 is dus op de leden van het varend personeel toepasselijk wat hun oppensioenstelling betreft ; de wijzigingen van de artikelen 4 en 51 kunnen bovendien toepassing vinden ten aanzien van gewezen leden van het varend personeel, die op lagere leeftijd dan andere militairen op pensioen zouden zijn gesteld, indien zij bij het militaire vliegwezen waren gebleven, maar die er de voorkeur aan hebben gegeven hun loopbaan bij een ander wapen voort te zetten.

.../...

Op het tijdstip dat deze wet werd goedgekeurd, was het begrip varend personeel vastgelegd bij het koninklijk besluit van 23 december 1927 betreffende het varend personeel van de militaire luchtvaart en de luchtvaartvergoedingen en -premiën die aan dit personeel werden toegekend (Journal militaire officiel 1928, blz.1), welk besluit gewijzigd is bij de koninklijke besluiten van 22 februari 1929 en 4 april 1930. Dit koninklijk besluit van 23 december 1927 deelde het varend personeel in vier categorieën in :

- het gebrevetteerd varend personeel bestaande uit militairen, houder van één der luchtvaartbrevetten van luchtschipper, bomwerper of waarnemer (ministerieel besluit van 23 december 1927, Journal militaire officiel 1928, blz. 9) : dit was de categorie van de "piloten van het vliegwezen";
- het varend leerlingenpersoneel ;
- het stagedoend varend personeel ;
- het reserve-varend personeel.

Sedert de wet van 1930 is het begrip varend personeel ongetwijfeld geëvolueerd en omvat het voorzeker andere categorieën dan vroeger bestonden. Niettemin moet het ontwerp, waar het in artikel 11 bepaalt dat het gebrevetteerd, leerlingen- en reserve-luchtpersoneel het voordeel van de artikelen 4 en 51 van de wetten op de militaire pensioenen alleen zal genieten "voor de periodes gedurende dewelke het werkelijk luchtvaartprestaties volbracht", worden onderzocht in het licht van het geheel der wetten op de militaire pensioenen.

.../...

Het onderzoek van artikel 11, § 1, 2°, van het ontwerp in het licht van deze wetten stelt de Regering voor de volgende keuze :

- ofwel behoren de in artikel 11 bedoelde militairen tot het varend personeel in de betekenis van de wetten op de militaire pensioenen, en dan is artikel 11 overbodig in zover het hun het voordeel toekent van de artikelen 4 en 51 van die wetten, en is het onwettig in zover het hun het voordeel weigert van de artikelen 2 en 3 van diezelfde wetten ;

- ofwel behoren de in artikel 11 bedoelde militairen niet tot het varend personeel, en dan is het ontwerp onwettig in zover het hun het voordeel toekent van de artikelen 4 en 51 van de wetten op de militaire pensioenen.

Hier moge nog aan worden toegevoegd dat het niet duidelijk is hoe de wetten op de militaire pensioenen toepassing kunnen vinden op het reservepersoneel.

Artikel 11, § 1, 2°, behoort dus te vervallen.

\+

\+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen, stelt de Raad van State voor het ontwerp als volgt te lezen :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET LUCHTPERSONEEL DAT AANGEWEZEN IS VOOR DE DIENST DER LUCHTSCHEPEN VAN DE ZEEMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 66, eerste lid, 67 en 68 van de Grondwet ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

§ 1. Het luchtpersoneel van de zeemacht omvat drie categorieën :

1° de gebrevetteerde vliegtuigbestuurders of vliegtuigbestuurders-waarnemers ;

2° de leerlingen-vliegtuigbestuurders of vliegtuigbestuurders-waarnemers ;

3° de reserve-vliegtuigbestuurders of vliegtuigbestuurders-waarnemers.

§ 2. Benevens de in § 1 genoemde categorieën kunnen militairen als gelegenheids-luchtpersoneel worden gekwalificeerd.

.../ ...

Artikel 2.-

Tot de gebrevetteerde vliegtuigbestuurders of vliegtuigbestuurders-waarnemers worden gerekend de militairen van het dekpersoneel van de zeemacht die houder zijn van een luchtvaartbrevet.

De Minister van Landsverdediging bepaalt welke luchtvaartbrevetten er zijn en onder welke voorwaarden ze worden toegekend.

Artikel 3.-

Tot de leerlingen-vliegtuigbestuurders of vliegtuigbestuurders-waarnemers worden gerekend de militairen van het dekpersoneel van de zeemacht die geen luchtvaartbrevet bezitten en een leergang volgen tot het verkrijgen van een zodanig brevet.

De militairen worden bij het leerlingenpersoneel opgenomen na ten minste één onderrichtingsvlucht te hebben volbracht.

Artikel 4.-

Tot de reserve-vliegtuigbestuurders of vliegtuigbestuurders-waarnemers worden gerekend de militairen van het dekpersoneel van de zeemacht die uit de actieve dienst zijn getreden, en gemachtigd zijn tot het uitvoeren van trainingsluchtvaartprestaties.

.../...

Artikel 5.-

Als gelegenheidspersoneel wordt gekwalificeerd, het personeel dat bij de zeemacht functies uitoefent waaraan slechts bij gelegenheid luchtvaartprestaties verbonden zijn.

De Minister van Landsverdediging bepaalt aan welke functies zulke prestaties verbonden zijn en onder welke voorwaarden die functies moeten worden uitgeoefend.

Artikel 6.-

§ 1. De beslissing tot opneming in een categorie van het luchtpersoneel van de zeemacht wordt, op gemotiveerd voorstel van de hiërarchische meerderen, genomen door de militaire overheid welke de Minister van Landsverdediging heeft aangewezen.

De beslissing tot opneming wordt genomen voor een duur vast te stellen door . . .(invullen). Het recht de specialiteit uit te oefenen houdt op bij het einde van deze periode; deze kan echter worden vernieuwd.

§ 2. De beslissing tot schorsing of schrapping als lid van een categorie van het luchtpersoneel wordt wegens tuchteloosheid of beroepsongeschiktheid, op gemotiveerd voorstel van de hiërarchische meerderen, genomen door de militaire overheid welke de Minister van Landsverdediging aanwijst; aan de betrokkene moet de gelegenheid worden gegeven, zich mondeling of schriftelijk te verantwoorden.

.../...

Artikel 7.-

Dit besluit wordt vastgesteld onverminderd :

1° de reglementering betreffende de militaire commissies inzake geschiktheid en reform ;

2° de reglementering betreffende de geschiktheid voor luchtdienst.

Artikel 8.-

Dit besluit heeft uitwerking op 1 februari 1959.

Artikel 9.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.